



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

## **Arrêté du 28 janvier 2022 portant mise en demeure à la société JACOB HOLM INDUSTRIES de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à SOULTZ**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté préfectoral n° 950718 du 28 avril 1995 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 992477 du 6 octobre 1999 portant prescriptions complémentaires au titre des Installations Classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 001188 du 3 mai 2000 portant prescriptions complémentaires au titre des installations classées, Société JACOB HOLM INDUSTRIES à SOULTZ ;

VU l'arrêté préfectoral n° 001679 du 21 juin 2000 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 01188 du 3 mai 2000 relatif aux prescriptions complémentaires au titre des installations classées, Société JACOB HOLM INDUSTRIES à SOULTZ ;

VU le rapport du contrôle inopiné sur le rejet des eaux usées vers le réseau d'assainissement, daté du 19 octobre 2021 ;

VU les visites d'inspection du site du 15 mai 2018 et du 7 octobre 2021 ;

VU le rapport du 4 juin 2018 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport du 2 décembre 2021 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que les dispositions de l'article 15.2 de l'arrêté n° 950718 du 28 avril 1995 susvisé prévoit que le débit global disponible au niveau des deux poteaux d'incendie normalisés

situés à proximité du site, soit de 120 m<sup>3</sup>/h, et que ce débit soit assuré en toute saison ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du service des installations classées du 7 octobre 2021, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la disponibilité du débit d'eau disponible au niveau des poteaux incendie normalisés situés à proximité du site, que cette demande lui avait déjà été notifiée dans le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées daté du 4 juin 2018 ;

Considérant que l'absence du débit requis pour l'extinction d'un incendie peut entraîner des dommages aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions de l'article 17 de l'arrêté n° 950718 du 28 avril 1995 susvisé fixe la périodicité des exercices périodiques mettant en œuvre les consignes de sécurité à tous les 6 mois et impose la formation du personnel à l'utilisation des équipements et des matériels de lutte contre l'incendie ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du service des installations classées du 7 octobre 2021, le dernier exercice de sécurité s'est déroulé le 20 novembre 2019 et que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les attestations de formation de son personnel à l'utilisation des équipements et des matériels de lutte contre l'incendie ;

Considérant que les prescriptions de l'article 8.3.5 de l'arrêté n° 950718 du 28 avril 1995 susvisé modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°001188 du 3 mai 2000 susvisé impose un débit de rejet des eaux industrielles inférieure à 9 m<sup>3</sup>/h ;

Considérant que l'exploitant a déclaré que la convention qu'il a passée avec le gestionnaire de la station d'épuration de la communauté de communes de la région de GUEBWILLER fixe le débit de rejet des eaux industrielles à 400 m<sup>3</sup> par jour ;

Considérant que l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées lors de leur visite du 7 octobre 2021 que son débit de rejet a augmenté à la suite de l'élévation du pourcentage de matières premières d'origine naturelle dans son process, qu'il était ainsi de 464 m<sup>3</sup>/jour en 2020 et de 456 m<sup>3</sup>/jour en 2021 et que cette évolution va perdurer ;

Considérant que le rapport, daté du 19 octobre 2021, du contrôle inopiné du rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement commandité par la DREAL relève le non-respect des prescriptions de l'article 8.3.5 de l'arrêté n° 950718 du 28 avril 1995 susvisé modifié avec un débit horaire maximum mesuré à 94,2 m<sup>3</sup>/h et un débit moyen sur 24 heures de 23,4 m<sup>3</sup>/h ;

Considérant que le dépassement, d'un facteur dix, du débit de rejet des eaux industrielles est susceptible d'entraîner un dysfonctionnement de la station d'épuration collective avec des rejets d'eaux polluées dans le milieu ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : la société JACOB HOLM INDUSTRIES France, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé rue Henri Seiller, Zone industrielle à ISSENHEIM (68500), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

**Article 2** : **Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 15.2 de l'arrêté n° 950718 du 28 avril 1995 susvisé :

*« L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :*

*[...]*

*- d'un réseau d'incendie extérieur aux bâtiments constitués de deux poteaux d'incendie normalisés [...]. Le débit global de 120 m<sup>3</sup>/h devra être assuré en toute saison (gel, étiage,...).*

*[...] »*

**Article 3** : **Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 17 de l'arrêté n° 950718 du 28 avril 1995 susvisé :

*« [...]*

*Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements et des matériels de lutte contre l'incendie qui lui sont confiés. Des exercices périodiques mettant en œuvre des consignes devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées*

*[...] »*

**Article 4** : **Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.3.5 de l'arrêté n° 950718 du 28 avril 1995 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées modifié en dernier lieu par l'arrêté n° 001188 du 3 mai 2000 :

*« [...]*

*Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution :*

- Débit < 9 m<sup>3</sup>/h*

*[...].*

*Le rejet de ces effluents devra faire l'objet d'une convention avec le gestionnaire de la station d'épuration collective. [...] »*

**Articles 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller

à l'exécution du présent arrêté qui sera publié durant 2 mois sur le site internet de la préfecture.

À Colmar, le 28 janvier 2022

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Jean-Claude GENEY

**Délais et voies de recours :**

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification